

LE
POINT

VOLUME 30 N°2 JUIN 2011

**Pour qui
travaille
l'ONU ?**

P. 6 À 10



[WWW.CS3R.ORG](http://www.CS3R.ORG)

**BRIAN BARTON
SERA À BORD
DU BATEAU
POUR GAZA**

PAGE 2 ET 3



UNE PUBLICATION DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Éditorialp. 2
Brian Barton

Le monde en brefp. 4

DOSSIER SPÉCIAL –
Pour qui travaille l'ONU ? (6 pages) ..p. 5

Secteur jeunesse –
Rassemblement jeunesse du 3 mai...p. 11
Sarah Bourdages

Femmes et développement
(2 pages).....p. 12

Les gazouillis
du printemps arabep. 14
Daniel Landry

Visite du président Obama
en Amérique latinep. 15
Yves Lawler

Coopération –
Agriculture durable en Haïti.....p. 16
Annie Lafontaine

Stages – On est fiers
des stagiaires québécois.....p. 17
Yaya Koné

Quel rôle pour l'armée ?p. 18
Annie Lafontaine et Jean-Marc Lord

Gouvernement conservateur
majoritaire et dépenses militaires....p. 19
Jean-Marc Lord

Quand la droite s'attaque
aux OCI (2 pages) P. 20
Un texte de Jean-Claude Leclerc du Devoir

Chronique culturelle p.21

Nouvelles en vrac.....p. 22

Un album pédagogique
sur les droits des enfantsp. 24



Agence
canadienne de
développement
international

Relations
internationales

Québec



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Le Point est publié trois fois par année par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières : 942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892
www.cs3r.org comitedesolidarite@cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes
qui ont contribué à la production de ce numéro.
Conception graphique et mise en page :
Jonathan Rivard - Impression : www.imprimage.ca
Tirage : 1 500 copies - Imprimé sur papier recyclé
Envoi de publication : enregistrement no 488 151 / ISSN : 0828-7910

LE PRÉSIDENT DU CS/TR SERA À BORD DU BATEAU HUMANITAIRE POUR GAZA



Brian Barton

En mai 2010, la première Flottille de la Liberté, constituée de 7 navires transportant près de 700 passagers venus de plus de 36 pays, a fait route vers Gaza, pour contester le droit d'Israël d'imposer un blocus contre la population de ce territoire palestinien. La réaction du gouvernement israélien, démesurée - comme toujours - a eu des conséquences humaines désastreuses. Les commandos israéliens ont attaqué la Flottille, tué neuf des passagers du Mavi Marmara, en ont blessé 50, et ont emprisonné tous ceux qui se trouvaient à bord.

Une nouvelle flottille à la fin juin

Loin de se laisser intimider, la Flottille de la liberté II est de retour. Organisée par des groupes de la société civile d'une quinzaine de pays, pour financer une douzaine de bateaux transportant un millier de Passagers de la liberté, la flottille est déterminée à mettre un terme au châtement collectif de la population que constitue le blocus illégal de Gaza

**La flottille humanitaire
veut mettre un terme au
châtiment collectif que
constitue le blocus illégal
de Gaza par Israël.**

par Israël. Cette flottille appareillera pour Gaza à la fin de juin 2011.

Cette fois la mobilisation d'organisations québécoises et canadiennes, y inclus le Comité de Solidarité/

Trois-Rivières (CS/TR), permettra l'envoi d'un bateau canadien, « Le Tahrir » (« La Liberté » en arabe). Le but : alerter l'opinion publique sur l'illégalité du siège de Gaza et ses conséquences humanitaires; et du même coup dénoncer la politique de soutien inconditionnel du gouvernement canadien à l'État israélien.

Le CS/TR m'a nommé – privilège du président! – pour le représenter sur le bateau. L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), et l'Alliance canadienne pour la Paix m'ont aussi mandaté pour participer à cette initiative qui reçoit un appui impressionnant de la population. Par exemple, les dons déjà reçus totalisent presque la somme nécessaire pour couvrir les coûts du projet. Ces coûts dépasseront 300 000 \$, afin d'appareiller un navire et son équipage, en plus d'une cargaison de matériel humanitaire destinée aux Palestiniens de Gaza.

La situation à Gaza est préoccupante

Plus de 80 % des familles, sur une population de 1,6 million, doivent recevoir de l'aide humanitaire pour survivre; les services hospitaliers sont pratiquement inexistant. Avec 95 % de la capacité industrielle bloquée et au-delà de 50 % de chômage, la situation s'aggrave de jour en jour.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) – comme beaucoup d'autres - considère que ce blocus est une punition collective, et conséquemment une violation des droits de l'homme, en vertu de la quatrième Convention de Genève. Le blocus israélien restreint l'entrée et la sortie de pratiquement tout ce qui est nécessaire pour que la population puisse vivre (nourriture, équipements médicaux et scolaires, matériaux de construction, véhicules, machines-outils, etc.).

Pourquoi participer à la flottille?

Le CS/TR a depuis des décennies demandé la pleine reconnaissance des droits du peuple palestinien, incluant l'établissement d'un État indépendant en conformité avec les résolutions de l'ONU, la cessation de l'occupation israélienne et de divers actes d'agression contre ce peuple. La fin du blocus illégal

Ce projet est totalement pacifique, et le matériel d'aide humanitaire sera surtout composé de fournitures médicales et scolaires

exercé contre Gaza serait un premier pas, plus que symbolique.

Le gouvernement canadien de plus en plus lâche

L'armée israélienne a déjà prévenu que sa troupe d'élite « **Shayetet 13** » s'entraîne intensivement pour arraisonner les navires de la flottille, mais qu'en plus, les militantes et militants à bord seront jugés devant les tribunaux militaires israéliens...

Devant ces menaces, le gouvernement canadien a réagi... en affirmant qu'il « appuie le droit d'Israël d'empêcher les transferts de matériel militaire et d'armement

d'atteindre le Hamas ou d'autres organisations terroristes ». Pourtant, le projet est totalement pacifique, le bateau est disposé à être inspecté et ne constitue pas une menace à la sécurité de qui que ce soit. Toutes les personnes qui seront sur le bateau se sont engagées à ne pas utiliser la violence, même si on les provoque.

Le monde entier observe la situation. Nous ne nous laisserons pas intimider et nous n'oublierons pas les Palestiniens et Palestiniennes de Gaza.

Vous pouvez agir et aider

1) Soyez une vedette, appuyez le Bateau!

*La liste des personnalités – artistiques, politiques, religieuses - qui appuient le projet s'allonge. Inscrivez-vous et inscrivez aussi votre organisation en vous rendant sur le site : <http://tahrir.ca> et en cliquant sur l'onglet « **APPUYEZ** ».*

2) Faites un don!

Contactez le CS/TR pour les détails au (819) 373-2598 ou faites un don en ligne sur : <http://tahrir.ca>

3) Écrivez au premier ministre et à votre député!

Demandez-leur de s'assurer que le gouvernement du Canada mettra tout en œuvre pour éviter que la sécurité des volontaires humanitaires soit compromise à cause des représailles illégales de l'armée et du gouvernement israéliens.

Cabinet du premier ministre Stephen Harper

Courriel : pm@pm.gc.ca

Votre député

Trouvez l'adresse (postale ou courriel) de votre député sur le site Internet du Parlement du Canada: www.parl.gc.ca/

Ensemble, nous réussirons à briser le siège!

Lisez la version complète de ce texte sur le site Internet du CS/TR www.cs3r.org

UNE COMMISSION SUR LA RADICALISATION DE L'ISLAM? EH OUI!

(JB) En mars 2011, les audiences de la Commission sur la radicalisation de l'islam se sont ouvertes aux États-Unis. Vous avez bien lu! L'auteur de cette initiative, le représentant républicain de l'État de New York, Peter King a déploré que la communauté musulmane ne fit pas assez d'effort pour contrer la menace islamiste en sol américain. Ceux et celles qui dénoncent cette démarche aussi simpliste sont traités de partisans « du paroxysme de la rage et de l'hystérie » par M. King. Il ne veut que ni plus ni moins que contrecarrer l'action d'Al Qaïda aux États-Unis, organisation qui tenterait, selon lui, de recruter 15 % des musulmans américains de 18 à 29 ans. Voilà qui en dit long sur la pensée profonde de certains personnages politiques chez nos voisins du Sud...

Pour en savoir plus :

**Commission de la sécurité intérieure de la
Chambre des représentants**

<http://homeland.house.gov/>

Sur le site du Courrier international

[http://www.courrierinternational.com/
article/2011/03/10/debut-de-delire-antimusulman-a-
washington](http://www.courrierinternational.com/article/2011/03/10/debut-de-delire-antimusulman-a-washington)

UN ÉTAT PALESTINIEN EN SEPTEMBRE?

(JML) La toute récente réconciliation entre le Fatah, qui contrôle la Cisjordanie, et le Hamas, qui contrôle la bande de Gaza, pourrait mener dès le mois de septembre 2011 à une demande à l'ONU en vue d'une reconnaissance officielle d'un État palestinien à l'intérieur des frontières de 1967. Déjà, plus d'une centaine de pays ont signifié leur accord à une telle reconnaissance. Toutefois, rien n'est acquis puisqu'Israël est fermement opposé à cette reconnaissance unilatérale, et que les États-Unis ont déjà annoncé qu'ils allaient mettre tout leur poids pour empêcher que cela arrive. À surveiller!

400 000 VIOLS PAR ANNÉE EN RDC

(JML) Des chercheurs Étatsuniens ont publié en mai 2011 les résultats de leur étude dans *The American Journal of Public Health*. Selon cette étude, ils estiment à 400 000 le nombre de viols en République démocratique du Congo (RDC) chaque année, soit un nombre 26 fois plus élevé que les estimations de l'ONU. Toujours selon l'étude, environ 60 % des victimes sont violées par leur conjoint. En RDC comme ailleurs dans le monde, le viol des femmes est utilisé comme arme de guerre et il est banalisé.
(Source : www.radio-canada.ca)



LA FAUTE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES CATASTROPHES EN HAUSSE

(JML) Selon un rapport de l'ONU, 2010 aura été l'année la plus meurtrière avec 950 catastrophes naturelles surtout dues au climat comme les cyclones et les inondations. Quelque 290 000 personnes y ont perdu la vie, mais, évaluées à 130 milliards de dollars, les pertes ont en fait affecté 28 millions de personnes. Le nombre annuel moyen des catastrophes provoquées par des cyclones a non seulement triplé depuis 30 ans, mais il frappe également un plus grand nombre de pays. Qui doute encore des dangers liés aux changements climatiques?
(Source : www.un.org)

Recherche et rédaction

Jules Bergeron et Jean-Marc Lord

POUR QUI TRAVAILLE L'ONU?

« Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre (...) »
Première phrase du préambule de la charte des Nations Unies

YVES ROCHELEAU

Au vu et au su des interventions que mène l'Organisation des Nations Unies (ONU), on peut avoir du mal à croire que le préambule de sa charte stipule dès la première phrase que ses membres sont résolus à travailler pour la paix dans l'intérêt de l'ensemble des peuples de l'humanité.

On le constate aisément, l'ONU est malheureusement, la plupart du temps, utilisée à mauvais escient. Les exemples récents de la Libye et de la Côte-d'Ivoire qui s'ajoutent à ceux d'Haïti, du Rwanda, du Kosovo et autres soulèvent de plus en plus de questions quant à la légitimité des interventions qui sont menées, au nom de la communauté internationale, par une poignée de nations puissantes.

Dès la fondation de l'ONU en 1945, les dés semblaient pipés. Les grandes puissances, au premier chef, les États-Unis, ont en effet rapidement (en 1946) réussi à imposer la création d'un Conseil de Sécurité composé de 15 membres dont cinq ont un statut permanent. Ces cinq membres permanents (États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni) ont un droit de veto sur toutes les décisions.

Il n'est pas étonnant qu'avec un tel fonctionnement, de grands principes en apparence généreux et désintéressés, tel le « **devoir d'ingérence** » en cas de catastrophe pour l'humanité, se transforment souvent en « **droit d'ingérence** ». Un droit d'ingérence que s'octroient unilatéralement les grandes puissances en vertu de la « responsabilité de protéger ». C'est ainsi que survient l'intervention internationale, à caractère souvent militaire, effectuée sans nécessairement le consentement de l'État ciblé, ce qui constitue à l'évidence une violation de la souveraineté de ce dernier.

Ces interventions, qui sont souvent le fait de trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU dont les intérêts politico-économiques sur toute la planète sont indiscutables, sont de plus



L'intervention musclée de la France en Côte-d'Ivoire et celle de l'OTAN en Libye (avec l'aide de 6 avions F-18 canadiens), toutes deux avec la bénédiction de l'ONU, représentent un détournement du rôle de l'organisation qui est sensée promouvoir la paix et épuiser toutes les autres solutions diplomatiques, incluant le recours aux Casques bleus, avant d'utiliser elle-même la force.

en plus décrites comme une forme « **d'impérialisme humanitaire** » qui va trop souvent jusqu'à permettre des « **bombardements humanitaires** », l'ONU devenant ainsi un vulgaire instrument servant à légitimer ces agressions guerrières.

La récente intervention militaire franco-onusienne en Côte d'Ivoire en est un exemple flagrant et scandaleux, ayant été réalisée au surplus au mépris de toute tentative ou recherche de solutions pacifiques aussi simples par exemple qu'un recomptage des votes effectué par un groupe de témoins neutres, opération qui aurait pu sauver de milliers de vies humaines...

Une telle instrumentalisation de l'ONU représente un grave dérapage, même si l'organisation elle-même demeure malgré tout un bel idéal.

Un immense débat s'impose...!

L'ORGANISATION DES NATIONS-UNIES

FAITE SUR MESURE POUR

LES GRANDES PUISSANCES

BRIAN BARTON ET JEAN-MARC LORD

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a été fondée en 1945, alors que la Deuxième Guerre mondiale tirait à sa fin. Son but ultime : favoriser la paix à l'échelle de la planète. Ils étaient 51 pays lors de la fondation à San Francisco le 26 juin 1945, mais l'organisation en compte maintenant 192. Son siège social se trouve à New York et elle fonctionne avec un budget annuel d'environ 5 milliards \$ sans compter le coût des opérations de maintien de la paix estimé à environ 7 milliards \$.

On parle de « l'ONU » comme s'il s'agit d'une entité uniforme. Or, elle est composée d'une multitude d'organismes et de lieux de débats et de décisions concernant toutes sortes de sujets (économie, culture, travail, santé, agriculture, etc.). De nombreuses décisions qui se prennent au sein de ces instances ont d'ailleurs souvent des résultats positifs. En ce qui concerne les grandes décisions politiques, on trouve au cœur de l'organisation, l'assemblée générale et surtout le Conseil de sécurité.



Le Conseil de sécurité de l'ONU est composé de 15 membres, dont cinq permanents disposant du droit de veto.

Une assemblée générale aux mains liées

L'Assemblée générale de l'ONU est constituée de représentants des 192 états membres et elle est ainsi l'organe le plus démocratique de l'organisation. Cependant, elle a très peu de pouvoirs, et elle est même souvent ignorée. Par exemple, l'assemblée générale a condamné en 2009, pour la 18e fois, le blocus américain contre Cuba. Cent quatre-vingt-sept (187) voix pour condamner le blocus, deux abstentions et trois contre (États-Unis, Israël et Palaos). Malgré cette 18e condamnation presque unanime, le blocus contre Cuba est toujours en vigueur aujourd'hui.

Le Conseil de sécurité, tout puissant dans le règlement de conflits internationaux

Si l'assemblée générale a peu de pouvoirs, il en va tout autrement pour le Conseil de sécurité, l'organe de l'ONU chargé du maintien de la paix et du règlement des conflits internationaux. Lors de la création de l'ONU, les puissances « victorieuses » (États-Unis, Union soviétique, Royaume-Uni, France et Chine*) ont pris soin d'imposer leurs conditions et de s'assurer de garder le contrôle du Conseil de sécurité. Ces cinq puissances mondiales ont obtenu non

C'est le Conseil de sécurité qui prend les décisions politiques les plus importantes.

seulement le statut de membres permanents du Conseil; mais en plus, le droit de veto. Donc, si un seul des membres permanents est contre une décision du Conseil de sécurité, il peut la bloquer même si cela est dans l'intérêt de la majorité des 192 états membres de l'ONU. Ce sont donc eux qui détiennent le vrai pouvoir quand il s'agit de conflits internationaux et souvent de conflits internes, dans cette ère d'interventions « humanitaires » ou autres!

* Notons que, à la suite de la victoire communiste en 1949, le siège de la Chine a été occupé par le gouvernement de l'île de Taïwan jusqu'en 1971.

Suite en page 10

C'EST QUI LA « COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE »?

JEAN-MARC LORD

Quand on entend l'expression « communauté internationale », on a souvent l'impression que cela concerne la majorité des pays de la planète. Il s'agit d'une expression forte qui, lorsqu'utilisée, donne un poids considérable à ceux qui s'en servent. Si la communauté internationale, donc la majorité des pays est d'accord, cette intervention de la « communauté internationale » doit donc fatalement être justifiée aux yeux de la population. Or c'est loin d'être toujours le cas. La plupart du temps, par exemple, dans le cas des interventions en Libye et en Côte d'Ivoire, la « communauté internationale » se résume à une poignée de pays seulement sur les 192 que compte l'ONU.

Dans le cas de la Libye

C'est au nom d'une intervention humanitaire que le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté la résolution 1973 autorisant la communauté internationale à prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les populations civiles menacées d'attaque en Libye.

Dans ce cas-ci, la communauté internationale se résume à une poignée de pays (France, États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Italie, etc.) qui se sont empressés d'interpréter cette résolution comme étant une



La plupart du temps, la « communauté internationale » se résume à une poignée de pays seulement sur les 192 que compte l'ONU. Bien que l'intervention en Libye ait été décidée dans le but de protéger des civils, elle s'est vite transformée en une intervention visant à se débarrasser de Mouammar Kadhafi.

autorisation à bombarder les forces fidèles au régime Kadhafi jusqu'au cœur de Tripoli, soit assez loin des zones contrôlées par les rebelles libyens.

La résolution 1973 est d'ailleurs loin d'avoir fait l'unanimité puisque 5 des 15 pays membres du Conseil de sécurité, et non les moindres, ont préféré s'abstenir de voter. La Chine, l'Inde, la Russie, l'Allemagne et le Brésil ont en effet dit manquer de preuves quant à la nécessité de cette intervention ou encore, ont affirmé que cette intervention constitue plutôt un parti pris en faveur de l'un des belligérants à l'intérieur d'une guerre civile.

Dès les premiers bombardements contre les forces du colonel Kadhafi, l'Union africaine a immédiatement exigé un cessez-le-feu, et la Ligue arabe, bien qu'ayant appuyé au préalable la résolution 1973, s'est montrée plus tiède quant à celle-ci.

L'ONU en chiffres

1945

Fondation

192

Nombre de pays membres

5 milliards \$

Budget annuel

120 000

Nombre de Casques bleus actifs dans le monde en 2011

5

Nombre de pays qui sont membres permanents du Conseil de sécurité, là où se prennent les vraies décisions. (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie)

RÉFORME DE L'ONU

NE JETONS PAS LE BÉBÉ AVEC L'EAU DU BAIN!

JULES BERGERON

Devant les résultats mitigés et les critiques quant à son rôle de « gardien de la paix », devrions-nous songer à abolir l'ONU? Sommes-nous plutôt condamnés au statu quo en sachant que cela concentre la majorité des réels pouvoirs de l'ONU entre les mains de quelques grandes puissances. Ou encore, avons-nous de réelles chances de pouvoir un jour réformer de manière efficace cette organisation importante? La question mérite une réflexion.

Avant de penser à « jeter » l'ONU, il convient d'analyser aussi ses succès.

Mais avant de penser à « jeter » l'ONU, il convient d'analyser aussi ses succès. En somme, malgré sa lourdeur administrative et certains autres défauts, l'ONU a tout de même réussi plusieurs bons coups depuis sa fondation en 1945, parfois même des réussites remarquables.

Des exemples à citer

Même si certaines ont soulevé la controverse, de nombreuses missions de maintien de la paix des Casques bleus ont permis de sauver des milliers de vies et d'encourager

le dialogue entre les belligérants, et de les désarmer. Il y en a eu 63 au total jusqu'à maintenant. Le coût en 2010 : 7,3 milliards de dollars, soit à peine 0,5 % de toutes les dépenses militaires faites dans le monde. Une aubaine compte tenu des bénéfices au plan économique et social. Au 31 décembre 2010, le personnel affecté au maintien de la paix comptait 123 000 membres, en provenance de 115 pays.

On ne peut passer sous silence l'action de l'UNICEF, dont l'essentiel de la mission tourne autour de la protection des enfants. Deux exemples concrets : la campagne pour stopper le



Les Casques bleus sont nés en 1956 à l'initiative du Canadien Lester B. Pearson, qui fut ministre des Affaires étrangères et aussi premier ministre du Canada. En 2011, il y a plus de 120 000 Casques bleus actifs dans le monde.

recrutement d'enfants soldats et l'accès à l'éducation pour les jeunes afghanes. Il y a donc autre chose à faire que la guerre en Afghanistan.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a amorcé ses travaux en 1964. Cette tribune a permis de mettre en lumière les problèmes criants de sous-développement et d'appauvrissement des pays du tiers-monde. C'est à la CNUCED qu'a été défini l'objectif d'affecter 0,7 % du PIB des pays riches à l'aide aux pays les plus pauvres. C'est aussi la CNUCED qui a mis en évidence l'endettement chronique des pays moins avancés et qui a dénoncé les ravages de la dernière crise économique et financière mondiale. Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a été créé en 1950 avec un mandat initial de trois ans pour accomplir son travail, et il devait ensuite disparaître...

En 1956, le HCR a été confronté à sa première situation d'urgence majeure, à savoir l'exode des réfugiés lors de l'écrasement de la révolution hongroise par les forces soviétiques. Puis la décolonisation de l'Afrique a produit la première crise de réfugiés de ce continent nécessitant l'intervention du HCR et elle a été suivie d'une multitude d'autres crises. Jusqu'à la fin du 20^e siècle, la multiplication des conflits a amené son lot de nouveaux problèmes de réfugiés. L'organisation a étendu son rôle en assistant les apatrides, un groupe largement oublié comptant

des millions de personnes risquant de se voir refuser les droits fondamentaux au motif qu'elles n'ont pas de nationalité et vivent majoritairement dans des camps de réfugiés. Le HCR a été récipiendaire du prix Nobel de la paix à deux reprises, soit en 1954 et en 1981.



L'ONU est une nécessité!

Nous aurions pu parler encore longtemps du rôle des Nations Unies, de ses programmes et de ses agences. L'Organisation internationale du Travail (OIT), la Cour Internationale de Justice, le PNUD, de même que l'UNESCO, affectée au développement de l'éducation, de la science et de la culture, sont des entités (parmi beaucoup d'autres) ayant prouvé leur raison d'être depuis plusieurs décennies. D'autres, comme l'Organisation mondiale de la santé, ne sont toutefois pas à l'abri de cafouillages, comme dans le cas de l'épidémie de grippe AH1N1.

L'ONU réunit la quasi-totalité des pays du monde autour d'une même table, agissant comme une tribune unique pour discuter et trouver des solutions aux problèmes qui affectent tous les habitants de la planète. Sans mépriser les intérêts nationaux des pays membres, l'ONU devrait tout de même constituer davantage encore une organisation mobilisatrice capable de relever les défis actuels et à venir, et ce, à l'échelle de la planète. Être non plus seulement une organisation faite sur mesure pour légitimer les visées impérialistes de quelques grandes puissances, mais une organisation réellement au service de tous les humains. C'est là l'une de ses nombreuses obligations de résultat.

Le coût des opérations des Casques bleus en 2010 s'élève à 7,3 milliards de dollars, soit à peine 0,5 % de toutes les dépenses militaires faites dans le monde. Une aubaine compte tenu des bénéfices économiques et sociaux.

Suite de la page 6

En plus des cinq membres permanents, le Conseil de sécurité est composé de 10 membres non permanents, élus pour des mandats de 2 ans.

Une réforme nécessaire

L'ONU, dans sa forme actuelle, apparaît indiscutablement comme une organisation taillée sur mesure pour les États-Unis et les autres membres du Conseil de sécurité. Une situation qui favorise en plus, des « marchandages » malsains entre les cinq, du type « laissez passer mes fautes et je fermerai les yeux sur les vôtres ». Toute réforme sérieuse de l'organisation doit passer par une remise en question de l'influence et du rôle « excessif » des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Un rôle qui, au lieu de favoriser la paix mondiale, tend de plus en plus à « attiser les braises de la discorde ».



Les critiques d'un ex-président

« Il sera désormais difficile pour l'ONU de convaincre l'Afrique et le reste du monde en développement que cette organisation n'est pas un simple instrument entre les mains des grandes puissances du monde ».

Thabo Mbeki

Ex-président de l'Afrique du Sud s'exprimant tout de suite après les événements ayant amené la chute de Laurent Gbagbo en Côte-d'Ivoire.

(Source : <http://directscoop.net>)

Pour en savoir plus

Denis Halliday, un ex-secrétaire général adjoint de l'ONU prône une réforme majeure de l'organisation. Lisez le texte d'une conférence de Denis Halliday sur ce sujet sur le site du CS/TR « **Le rôle des Nations Unies dans la guerre et la paix** »

www.cs3r.org

Critique de l'intervention onusienne en Lybie

Entretien avec Jean Bricmont, auteur du livre « **L'impérialisme humanitaire** ».

Sur le site du CS/TR: www.cs3r.org

Interventions militaires en Libye et en Côte d'Ivoire Origines et vicissitudes du « droit d'ingérence »

Par : Anne-Cécile Robert

Sur le site du Monde diplomatique
www.monde-diplomatique.fr

Le préambule de la charte des Nations Unies

Une noble intention de départ

Nous, peuples des Nations Unies,

Résolus

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances;
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites;
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international;
- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande;

Et à ces fins

- à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage;
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales;
- à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun;
- à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples;

Avons décidé d'associer nos efforts pour réaliser ces desseins.

Voyez le texte complet de la Charte des Nations Unies :

<http://www.un.org/fr/documents/charter/preamb.shtml>



SI ACHETER C'EST VOTER, S'INFORMER... C'EST SE RESPONSABILISER!

SARAH BOURDAGES

Du 1^{er} au 15 mai dernier, la Quinzaine du commerce équitable a pris place aux quatre coins du Québec. Dans ce cadre, une centaine de jeunes leaders des écoles secondaires de la Mauricie (Académie Les Estacades, École secondaire des Pionniers, Collège Marie-de-l'Incarnation, Institut secondaire Keranna, Séminaire St-Joseph, École secondaire Des Chutes et Séminaire Ste-Marie) ont eu l'occasion de participer à une activité hors du commun. **Le 3 mai avait lieu un rassemblement jeunesse régional** sur le thème de la consommation responsable et du commerce équitable, organisé par le Réseau In-Terre-Actif, secteur jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, en collaboration avec Forum Jeunesse Mauricie et le comité jeunesse du CS/TR!

Au lendemain d'élections fédérales historiques, où la mobilisation de la population a permis de modifier le paysage politique canadien et de défer tous les pronostics des experts, la thématique de la journée, « Acheter, c'est voter! », prenait tout son sens. C'est pourquoi, dans le cadre de l'événement, les participants ont été appelés à réfléchir sur une question bien précise : si le fait de voter une fois tous les quatre ans peut transformer notre société, notre (sur)consommation quotidienne n'a-t-elle pas



Les jeunes participants au Rassemblement jeunesse du 3 mai dernier ont pu expérimenter une simulation théâtrale d'atelier de misère, dans une zone franche du Nicaragua... un très bon moment de réflexion!

également des impacts significatifs, et parfois encore plus considérables que ceux du vote, sur notre planète et ses habitants?

Prenant place à l'église Ste-Cécile de Trois-Rivières, cette activité destinée aux jeunes de secondaire 3 à 5 avait plusieurs objectifs : mieux comprendre les réalités parfois sombres qui se cachent derrière les produits que nous consommons, se plonger dans la réalité des travailleurs des pays du Sud, déguster des délices équitables et locaux, découvrir le commerce équitable en tant qu'alternative pour une consommation plus écologique et responsable, etc. Pour ce faire, rien n'a été laissé au hasard : une simulation d'un atelier de misère où les jeunes se sont glissés dans la peau de travailleurs nicaraguayens exploités, une conférence « Le tour du monde équitable » en compagnie d'Éric St-Pierre, un rallye solidaire portant sur les causes et les conséquences de la surconsommation, ainsi que sur des alternatives de consommation responsable... Tout a été mis en place pour permettre aux jeunes de premièrement s'indigner, pour ensuite avoir envie de s'informer... puis de s'impliquer concrètement dans leur milieu pour changer les choses!

Les jeunes ne sont pas que l'avenir de notre planète, ils en constituent également le présent. À nous de leur transmettre le désir d'agir maintenant pour un futur durable pour tous!

CLIQUEZ SUR

www.in-terre-actif.com

Le Réseau In-Terre-Actif du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR) est une ressource pédagogique qui se donne comme mission de former de jeunes citoyens responsables et solidaires, et ce, depuis près de quinze ans. Nous invitons les jeunes, les enseignants et les éducateurs à cliquer sur le site Internet du réseau et à découvrir les outils pédagogiques et les activités interactives que nous proposons.

LA TRAITE DES FEMMES, LES GRANDS PRIX ET... NOTRE SOLIDARITÉ

PAR LES MEMBRES DU COMITÉ

« FEMMES ET DÉVELOPPEMENT » DU CS/TR

Depuis quelques années, il y a une prise de conscience croissante envers le fléau mondial que représente la traite humaine en vue de l'exploitation sexuelle. Des chercheurs ont remarqué une corrélation entre la traite des personnes et les grands événements sportifs. Pour la coupe du monde de 2006 de la FIFA en Allemagne, on estime que plus de 20 000 personnes, des femmes surtout, ont été victimes de la traite humaine.

Plusieurs organisations savent que les Jeux olympiques de Vancouver n'ont pas échappé à cette déplorable tendance, Vancouver étant considérée comme la plaque tournante de la traite humaine du côté du Pacifique. On y enregistre le nombre le plus élevé de personnes prostituées disparues et assassinées au Canada. Le Sommet des citoyens contre l'esclavage sexuel a donné la note « F » aux organisateurs des JO de Vancouver, à la Colombie-Britannique et au Canada. Cette coalition juge que ces instances n'ont pas réussi à rendre les jeux sûrs et à protéger les femmes et les jeunes contre la traite humaine. On dit même que des femmes ont été mises en vente « en ligne » à l'approche des JO.

La traite des femmes consiste à les acheter, les vendre, les échanger, les transporter d'un pays à l'autre, comme on le fait avec des marchandises. C'est la forme



La traite des personnes, surtout des femmes, se pratique souvent dans les grandes manifestations sportives comme les Grands Prix automobiles notamment.

**N'allons pas penser que cela
ne se passe pas dans notre
pays ou dans notre région.**

d'esclavage moderne la plus répandue, selon l'ONU! Le secteur de la traite humaine est un commerce mondial dont les profits se chiffrent à 12 milliards de dollars US par année, dominé par des groupes criminels organisés agissant en toute impunité. Chaque année, 700 000 à 2 millions de personnes, femmes et enfants, sont trafiqués et contraintes par la force à se soumettre à une servitude dont ils ne pourront se libérer. La majorité provient des pays pauvres et aboutit dans les pays les plus riches, mais ce commerce de la chair touche également des femmes vivant dans les pays dits développés.

Deux Grands Prix automobiles se tiendront bientôt à Montréal (12 juin) et à Trois-Rivières (5-6-7 août). Lors de ces événements, il y aura recrudescence de DEMANDEURS pour encourager le trafic sexuel, comme à tous les événements sportifs d'envergure. N'allons pas penser que cela ne se passe pas dans notre pays, dans notre région même, et que nous sommes exempts de cette plaie chez nous. La GRC dit que 800 à 1200 personnes sont victimes de la traite humaine au pays; les défenseurs des droits de la personne vont jusqu'à parler de 1500 personnes. Nous sommes donc tous appelés à en prendre conscience et à agir pour enrayer ce fléau de notre milieu.

C'est pour cette raison que le comité Femmes et développement du CS/TR interpelle les organisateurs et les gouvernements à faire preuve de cohérence dans leurs engagements à respecter toutes les personnes et à assurer la justice envers tous, ceci en empêchant l'augmentation du nombre de personnes trafiquées au Canada et au Québec, et en protégeant les personnes plus vulnérables, femmes et enfants.

**Pour en savoir plus:
<http://nouvellescathii.blogspot.com>**

PARTENAIRE DU CS/TR EN HAÏTI

YOLETTE JEANTY DE KAY FANM HONORÉE

Amie et partenaire du CS/TR depuis plus de 15 ans, la militante féministe et directrice exécutive de l'organisation Kay Fanm, Yolette Jeanty a reçu le prestigieux « Eleanor Roosevelt Award for Global Woman's Rights ».

Yolette Jeanty a obtenu la distinction à Los Angeles le 26 avril dernier, en compagnie de trois autres femmes, dont Aung San Suu Kyi, leader du mouvement démocratique au Myanmar (Birmanie) et Prix Nobel de la Paix.

Yolette Jeanty a été honorée pour le travail qu'elle accomplit au sein de Kay Fanm, notamment durant la période après le séisme, qui serait marquée par une remontée de la violence contre les femmes. Plusieurs membres du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR) ont été témoin du courage et des efforts



Yolette Jeanty de Kay Fanm a reçu le prestigieux prix Eleanor Roosevelt pour les droits des femmes, des mains de Jay et Mavis Leno qui agissaient à titre de co-présidents de l'événement.

dont a fait preuve notre amie Yolette Jeanty après le 12 janvier 2011.

Eleanor Roosevelt fut la première dame des États-Unis (1933-1945) et elle a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ce Prix qui porte son nom honore tous les ans depuis plus d'une décennie des personnes ayant œuvré en faveur de l'équité de genre et des droits des femmes et des filles.

Un outil de conscientisation dynamique réalisé par des membres de CATHII-Trois-Rivières.

« Un esclavage moderne : la traite des femmes »

Des membres du Comité d'action contre la traite humaine interne et internationale (CATHII) de la région de Trois-Rivières - Micheline Trudel et Lucie Larouche, FJ, Mariette Milot, SASV - ont mis sur pied un outil de conscientisation contre la traite des femmes qui a été expérimentée dans les écoles secondaires au cours de la période scolaire de janvier à juin 2010.

Cet outil comprend :

- le DVD de la pièce de théâtre « Femmes déchirées », œuvre collective de Blaise Caumartin-Gagnon, créateur, Cynthia Charron, Mélanie Charron et

Catherine Jourdain, comédiennes, d'une durée d'environ vingt minutes, sous-titré en anglais;
- le Guide d'animation, en français et en anglais, à l'usage des animatrices et animateurs.

L'objectif des auteurs de ce projet est de faire connaître ce nouvel esclavage au plus grand nombre possible de gens, particulièrement aux jeunes.

ACHETER LE DVD ET LE GUIDE D'ANIMATION!

Pour information : 819-373-2598

3000 \$ recueillis le 27 avril

Merci de votre générosité



Les membres du comité Femmes et développement du CS/TR remercient chaleureusement toutes les personnes qui ont participé à leur souper-bénéfice au restaurant Los Cactus de Trois-Rivières, le 27 avril dernier. Encore une fois cette année, cette activité permettra de supporter une organisation à l'étranger travaillant à la promotion des droits des femmes. Cette activité a permis de récolter 2 996 \$ qui seront remis à notre partenaire Kay Fanm en Haïti.

La conteuse et chanteuse haïtienne Joujou Turenne, a animé par le conte et le chant cette soirée de solidarité.

LES GAZOULLIS DU PRINTEMPS ARABE

DANIEL LANDRY

Depuis décembre 2010, le monde arabe est frappé par une agitation populaire sans précédent. Des dictateurs au pouvoir depuis plusieurs décennies se font montrer la porte par leurs concitoyens (Ben Ali en Tunisie, Hosni Moubarak en Égypte). Cette agitation est nommée « printemps arabe » en référence au « printemps des peuples » de 1848 en Europe. Compte tenu du caractère antidémocratique de plusieurs régimes dans le monde arabe, le soulèvement de ces peuples n'a rien de surprenant. Ce qui surprend, c'est plutôt la soudaineté des révoltes et la vitesse à laquelle elles se sont répandues. En quelques semaines seulement, les bourgeons du printemps arabe ont notamment fleuri en Algérie, au Bahreïn, au Yémen, en Libye, en Syrie et en Jordanie.

Certes, d'un lieu à l'autre, les enjeux, les revendications et l'intensité des révoltes varient. Ainsi, le déroulement des événements s'avère très distinct d'un pays à l'autre, comme en fait foi l'implication de l'OTAN dans ce qu'il faut désormais appeler la « guerre de Libye ». Toutefois, la similarité des cas réside dans les moyens de communication au cœur de ces événements. Une diffusion virtuelle d'informations se réalise avec une efficacité prodigieuse par l'entremise de textos, de tweets (gazouillis en français), de statuts Facebook, de photos, d'articles ou d'extraits vidéo. Internet agit comme combustible aux révoltes. En ce début de décennie, le Web 2.0 frappe le pouvoir politique de plein fouet!

Le Web 2.0, c'est le nom donné à cette seconde révolution Internet qui place les usagers au cœur de la production des connaissances. Les utilisateurs ne sont plus passifs. Par l'entremise de wikis, de blogues ou de médias sociaux tels Facebook, Twitter ou YouTube, les usagers diffusent et partagent des informations à un rythme effréné. À l'image des communications en société, ces informations sont généralement inoffensives. Mais elles peuvent aussi comporter une perspective politique et une capacité de déstabiliser des régimes apparemment inébranlables. Il n'y a qu'à penser aux actions de Julian Assange et Wikileaks pour s'en convaincre.

Web 2.0 et action politique sont donc maintenant indissociables. Barack Obama l'avait démontré en utilisant ces nouveaux moyens de diffusion de manière



En 2011, la plus belle leçon de démocratie nous est venue du monde arabe.

inédite lors de la campagne présidentielle de 2008. Avec le printemps arabe, c'est maintenant la société civile qui innove. Les réseaux sociaux virtuels permettent d'incarner une nouvelle agora pour le peuple. Le lieu de rencontre est virtuel, mais l'inspiration et l'action politique sont bien réelles. Après les actions des zapatistes du Chiapas en 1994, les populations du monde arabe ont poussé un peu plus loin l'efficacité d'Internet comme procédé de mobilisation.

Par sa portée révolutionnaire, le Web 2.0 joue en quelque sorte un rôle analogue aux caricatures antimonarchistes qui circulaient sous le manteau à l'aube de la Révolution française (1789). Il permet de diffuser une information extrêmement difficile à contrôler. En Tunisie par exemple, le Web 2.0 a permis de convier la population à des rassemblements par l'entremise de Facebook, de diffuser des images de répressions policières à l'endroit de manifestants grâce à YouTube, de critiquer les discours de Ben Ali instantanément via Twitter. Grâce aux nouvelles technologies de l'information et des communications, les Tunisiens ont littéralement renoué avec la liberté d'expression.

C'est un lieu commun que d'affirmer qu'Internet est un moyen, et non une fin en soi. Évidemment, une révolution ne peut se matérialiser que si une population se soulève réellement et physiquement. Et cela n'a rien de virtuel! Mais Internet peut permettre de diffuser, de sensibiliser, de politiser. En 2011, la plus belle leçon de démocratie nous est venue du monde arabe.

LA VISITE DU PRÉSIDENT OBAMA EN AMÉRIQUE LATINE

YVES LAWLER

lawleryv@yahoo.com

Le 19 mars dernier, le président Obama entreprenait une visite en Amérique latine : Brésil, Chili et Salvador. Son objectif principal était de mettre de l'avant une nouvelle Alliance pour le Progrès à la Kennedy. La montée de la gauche dans son arrière-cour et la présence de plus en plus importante de la Chine inquiètent les États-Unis. Ils veulent s'assurer du contrôle sur les richesses énergétiques du continent. Pour paraphraser Kennedy, le thème de sa tournée aurait pu être : « Ne vous demandez pas ce que vous pouvez faire pour votre pays, mais plutôt ce que vous pouvez faire pour les États-Unis. » Dans cet esprit, Obama a demandé au Brésil de l'aider à créer des emplois et à stimuler l'économie des États-Unis.

Dans chacun de ces pays, il a été reçu par des milliers de contestataires, ce dont nos médias ont très peu parlé. Au Brésil, alors qu'il s'entretenait depuis quelques minutes avec la nouvelle présidente

Dilma Rousseff, il a suspendu le dialogue pour donner l'ordre, par son cellulaire, d'attaquer la Lybie. La foule en colère lui a rappelé que le Brésil s'était abstenu lors du vote sur la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU permettant le déclenchement de cette guerre et elle a demandé son départ immédiat.

Madame Rousseff, qui voudrait obtenir un siège permanent au Conseil de Sécurité pour son pays, a abordé aussi ce sujet avec M. Obama, mais celui-ci lui a refusé son appui. M. Obama, qui a obtenu l'an dernier le Prix Nobel de la Paix ne tient pas à voir ce pays proposer des solutions négociées aux conflits internationaux, le privant ainsi de son pouvoir militaire.

Au Chili, M. Obama revient sur la coopération énergétique, la sécurité, la croissance économique et le développement, tout en insistant sur la démocratie et les droits de l'homme. Dans le pur style

revanchard américain, il s'attaque à Cuba. La foule ne décolère pas. Elle est venue demander des excuses pour l'appui étasunien au coup d'État de Pinochet qui a violé systématiquement les droits de l'homme. Ignorant complètement cette demande fort justifiée, il a fait savoir à ses hôtes qu'il n'était pas là pour parler du passé, mais de l'avenir. Une formule lapidaire qui lui a permis de taire cette histoire troublante pour les États-Unis, ces « grands défenseurs des droits de l'homme ».

Au Salvador, il a mis l'accent sur la lutte au trafic de la drogue, délaissant totalement deux thèmes majeurs soulevés par les manifestants, soit la nécessaire modification de la loi sur l'immigration aux États-Unis et la dénonciation du coup d'État perpétré au Honduras avec l'assentiment du Nobel de la paix.

À CNN, chez les promoteurs de la liberté d'expression, aucun mot n'a été soufflé sur ces multiples manifestations, pour eux, le voyage s'est déroulé sans anicroche. Pendant ce temps, les supposés ennemis de la liberté que sont les journalistes de TeleSur (le CNN progressiste d'Amérique latine) présentaient les discours d'Obama et les réactions de la rue.

Après cette tournée de propagande, le pacifiste rentre au pays en chantant : le président s'en va chassant... avec son grand fusil d'argent... et trois guerres pour le pétrole des méchants ».

Pour plus d'information, consultez : www.telesurtv.net



Le président Obama avec la nouvelle présidente du Brésil, Dilma Rousseff.

AVEC NOTRE PARTENAIRE IRATAM

AGRICULTURE DURABLE EN HAÏTI

ANNIE LAFONTAINE

Le Comité de Solidarité/Trois-Rivières (CS/TR) a entrepris depuis quelques années un partenariat très fructueux avec IRATAM, une organisation haïtienne qui œuvre en agriculture durable à Sainte-Suzanne, dans le nord-est d'Haïti.

L'arrivée massive de réfugiés en zones rurales, à la suite du séisme du 12 janvier 2010, a créé une pression importante sur les moyens de subsistance des populations, mais également sur l'environnement. Cette situation a eu pour effet d'intensifier l'insécurité alimentaire et d'augmenter le niveau de pauvreté des populations haïtiennes.



On pratique notamment la culture du café à Ste-Suzanne

En Haïti, le nombre de personnes vivant en situation d'insécurité alimentaire sévère est passé de 500 000 avant le séisme à plus de 2 millions. Les femmes en tant que principale pourvoyeuse au sein de la famille, ont maintenant à leur charge au moins dix personnes (un accroissement de plus de 60 % par rapport à leur niveau de responsabilité avant le séisme) augmentant ainsi leur dépendance économique. Aujourd'hui, l'insécurité alimentaire diminue les capacités des Haïtiennes et des Haïtiens à prendre leur avenir en main tant en zone urbaine qu'en zone rurale où le taux de chômage a atteint les 80 %.

Le problème de déboisement s'intensifie depuis l'arrivée massive de populations en région. Le territoire haïtien est déboisé à 98 % ce qui entraîne l'érosion

des sols, la perte de terres arables, des glissements de terrain et des inondations. Ces effets présentent de grands dangers pour les populations vivant sur les basses terres où, après le séisme de janvier 2010, beaucoup de déplacés se sont réfugiés.

À Sainte-Suzanne, l'organisation IRATAM a créé un projet d'agriculture durable dont le succès a grandement inspiré d'autres municipalités qui ont fait appel à cette organisation pour mettre en place un projet de « Jardin-café ».

Par ses actions, IRATAM vise à réduire la vulnérabilité environnementale et à favoriser le reboisement et l'agriculture durable dans la région montagneuse du nord-est. Le café et l'igname sont des cultures durables, et les arbres d'ombrage recouvrent le sol et le protègent de l'érosion.

La coopérative de planteurs de café de Sainte-Suzanne a débuté avec une dizaine de membres, mais en compte aujourd'hui plus de 300, ce qui bénéficie directement à près d'un millier de personnes. Les paysans de Trou du Nord, Dupity et Vallières ont commencé à fréquenter la coopérative de Sainte-Suzanne et ils ont demandé à IRATAM de les accompagner dans une démarche similaire pour leurs communes.

Les principales retombées de ce projet auront des effets directs et indirects sur la vie de la population par la création d'emploi, la régénération du couvert végétal dans les versants, et le développement d'activités agricoles assurant la sécurité alimentaire de la zone. Le CS/TR est fier d'être associé à IRATAM et aux paysans du nord-est d'Haïti dans la réalisation de ce projet qui améliore concrètement les conditions de vie des gens.

**Notre partenaire,
IRATAM, vise à
réduire la vulnérabilité
environnementale
et à favoriser le reboi-
sement et l'agriculture
durable dans le
Nord-est d'Haïti.**



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Relations
internationales

Québec



« ON EST FIERS DES STAGIAIRES QUÉBÉCOIS! »



Yaya KONÉ, agent de milieu pour KILABO
Stagiaire RÉCIPROCITÉ - QSF

Notre organisme KILABO : Citoyen du Mali Citoyen du Monde est l'une des plus vieilles ONG du Mali. L'organisme a pour vision l'émergence du développement communautaire. Depuis une longue date, KILABO est partenaire du CS/TR, de l'ACDI, du Centre de solidarité internationale (CSI) de Sherbrooke, etc. Grâce à ces partenariats, certaines zones maliennes ont bénéficié des projets. Pour la réalisation de ces projets, certains de ces partenaires de KILABO envoient des groupes de stagiaires au Mali. Les stagiaires ne sont pas passés inaperçus dans les villages, car les différentes animations faites ont apporté de la lumière dans nos milieux ruraux. Ce déplacement des stagiaires ne peut pas être considéré comme un voyage de simple plaisir, car il implique des résultats concrets qu'il faut reconnaître. Sur le plan social, par exemple, les communautés ont appris beaucoup de choses à travers les échanges interculturels, ce qui leur permet aujourd'hui de faire une bonne gestion de leur famille telle que la bonne

communication, le sens de la responsabilité, l'éducation des enfants, les droits et les obligations, etc.

En matière de développement, les animations ont amené d'énormes changements tant sur le plan économique, mais aussi sur le plan sanitaire. Par exemple, le projet « *Un seul brin de paille ne balaie pas la cour* » qui se réalise présentement avec le CS/TR dans la commune d'Ouélessébougou assure une campagne de communication sociale en santé nutritionnelle. Ce projet fait la vulgarisation d'une plante à haute valeur nutritionnelle qui est le Moringa oleifera. Les stagiaires ont appris à la communauté que toutes les parties de cette plante sont utiles : les feuilles peuvent être utilisées dans la sauce, qu'on peut les infuser aussi pour soigner. Les graines contenues dans la gousse peuvent être préparées comme du petit pois et on peut ajouter la poudre à la bouillie pour nourrir les enfants et les femmes enceintes qui sont les plus touchés par les carences nutritionnelles en milieu rural. Grâce à la démystification faite par les stagiaires sur les vertus du Moringa, il est devenu de l'or et les femmes de Dafara n'arrivent pas à fournir à la demande en poudre qui a été créée.

Les bénéficiaires au Mali ont diversifié leurs sources de revenus, profitent d'un environnement plus sain, disposent d'un meilleur accès à l'eau potable, et constatent une réduction du taux des maladies.

D'autres projets ont été réalisés dans certaines zones telles que Makono, Markacoungo, Boidiè, Wolodo sur la protection de l'environnement, sur l'agriculture, le maraîchage, le micro-crédit, la construction de puits pour l'eau potable, etc.

Tous les bénéficiaires du projet sont heureux, car ils ont soit diversifié les sources de revenus, soit ils ont un environnement plus sain, soit ils ont accès à l'eau potable ou encore ils ont une réduction du taux des maladies.

C'est grâce à tous ces résultats qu'on est fier des stagiaires québécois!





AIDE AUX SINISTRÉS OU COMBATS À L'ÉTRANGER? QUEL RÔLE POUR L'ARMÉE?

ANNIE LAFONTAINE ET JEAN-MARC LORD

Le gouvernement Harper a tranché. L'armée ne peut pas rester en Montérégie après le retrait des eaux pour aider les milliers de citoyens aux prises avec des dégâts considérables à nettoyer à la suite des inondations catastrophiques. Le ministre Vic Toews affirme même... que cela mettrait l'armée en concurrence déloyale avec le secteur privé... Ouf!

Un autre ministre conservateur, Christian Paradis, avait pourtant affirmé, à l'arrivée du premier contingent de l'armée au début mai, que celle-ci resterait aussi longtemps qu'il le faudrait. Monsieur Paradis se disait préoccupé par le moral des citoyens et il souhaitait que les soldats continuent leur « beau travail ». C'est avec regret que les citoyens ont vu partir plusieurs dizaines de soldats après un retrait « temporaire » des eaux.

Et si leur retour en force a été très apprécié à la suite des reprises des inondations, on est très déçu, non seulement chez les sinistrés, mais aussi partout au Canada, que le gouvernement ne les autorise pas à



Les sinistrés de la Montérégie ont eu la surprise d'apprendre que le gouvernement conservateur n'autorise pas l'armée à les aider pour les opérations de nettoyage. La défense nationale du Canada dispose pourtant d'un budget annuel pharaonique d'environ 23 milliards \$ payés à même les impôts de ses citoyens.

continuer ce « beau travail » de soutien aux populations pendant les opérations de nettoyage.

Aider les vivants et construire, plutôt que participer à des missions de guerre qui tuent et détruisent.

En visite sur le terrain à la fin mai, le chef du NPD, Jack Layton a parlé de la nécessité de redéfinir le rôle de l'armée afin de mieux répondre aux urgences. « Je vais demander au gouvernement de changer le mandat (de l'armée) parce qu'on a besoin d'une certaine flexibilité », a indiqué M. Layton en point de presse.

La population québécoise est depuis longtemps préoccupée par l'orientation militariste du gouvernement conservateur. Les opérations de combat de l'armée canadienne en Afghanistan impliquent la participation d'environ 950 militaires, et celles en Libye en mobilisent environ 500. Il s'agit de missions guerrières, qui en plus de menacer la vie des soldats et de nombreux civils, engagent des fonds publics pour plusieurs milliards de dollars.

Sur le site de la Défense nationale du Canada, on peut lire: « L'Armée de terre protège les Canadiens, le Canada et leurs intérêts (...) en aidant les pouvoirs provinciaux et autres lors de catastrophes naturelles, comme des tremblements de terre, des tempêtes, des incendies de forêt ou d'autres urgences ». Mais le peu d'intérêt du gouvernement Harper pour appuyer les sinistrés canadiens démontre clairement que les conservateurs préfèrent... combattre à l'étranger.

Avec un budget annuel de près de 23 milliards \$, l'armée dispose de ressources plus que suffisantes pour jouer un rôle crucial dans le soutien aux victimes de catastrophes naturelles. Aider les vivants et construire, plutôt que participer à des missions de guerre qui tuent et détruisent, voilà ce à quoi une majorité de Canadiens et de Québécois aspire.

Ici, ce ne sont pas les soldats qui sont à blâmer, mais bien le gouvernement qui définit leur rôle. Et à l'évidence, les Canadiens n'ont pas la même vision que M. Harper et ses ministres quant au rôle que peut et doit jouer notre armée.

GOUVERNEMENT CONSERVATEUR MAJORITAIRE...

... ET DÉPENSES MILITAIRES



JEAN-MARC LORD

jean.marc.lord@cs3r.org

L'élection, le 2 mai dernier, d'un gouvernement conservateur majoritaire laissera les coudées franches à M. Harper pour continuer et accentuer sa politique de militarisation du Canada. Cette politique se traduit par une plus grande utilisation des forces armées canadiennes dans des opérations de combat à l'étranger (Afghanistan et Libye) et par une augmentation fantastique du budget militaire qui est passé de 10,8 milliards \$ en 1998, à 22,3 milliards \$ en 2010, une augmentation de 107 %. En 2009-2010, pendant la crise économique, M. Harper a fait augmenter le budget militaire canadien de 6 % alors que la plupart des autres budgets de l'État ont stagné.

De nombreux arguments pour redoubler d'ardeur

Ces résultats électoraux doivent nous inciter à poursuivre nos efforts dans le cadre de la campagne « StopponsLesDepensesMilitaires.com ». Chaque dollar dépensé dans le budget militaire est un dollar de moins pour répondre aux besoins de base des populations. Il est indécent de consacrer 22,3 milliards \$ (en 2009-2010) au budget militaire alors qu'on demande aux Canadiens et aux Canadiennes de se serrer la ceinture et de recevoir moins de service de leurs gouvernements.

Au Canada, un enfant sur 10 vit encore dans la pauvreté, et ailleurs dans le monde, ce sont 50 000 personnes qui meurent chaque jour à cause de problématiques liées à la pauvreté. Alors que les besoins sociaux de base sont criants, le Canada choisit pourtant de dépenser près de 23 milliards \$ à des fins militaires et de négliger, non seulement les vrais besoins de sa propre population, mais également ses responsabilités vis-à-vis les populations des pays en développement.

En effet, malgré la promesse faite de consacrer 0,7 % du PIB du pays à l'aide aux pays les plus pauvres, le Canada n'en consacre encore qu'un maigre 0,28 % et il préfère investir dans la militarisation, l'achat



Selon le directeur parlementaire du budget à Ottawa, les avions F-35 que veut acheter le gouvernement canadien coûteront environ 29,3 milliards \$, soit 450 millions \$ chacun en incluant l'entretien sur 30 ans. Le gouvernement Harper affirme plutôt que le tout coûtera 16 milliards \$ au total soit 246 millions \$ chacun en comptant l'entretien. Qui est le plus crédible?

(Source : Le Devoir du 10 mars 2011)

d'équipement militaire et des opérations guerrières à l'étranger.

Ne laissons pas faire M. Harper

Malgré que les conservateurs forment un gouvernement majoritaire, il ne faut pas oublier que seulement 39,6 % des Canadiens et Canadiennes ont voté pour eux et leur programme, et que plus de 60 % ont voté pour une autre façon de voir le rôle de l'armée canadienne. Ne laissons pas le gouvernement canadien mener une politique de militarisation qui va à l'encontre de nos valeurs et de nos intérêts économiques et sociaux.

60 % des Canadiens ont voté pour un autre programme et une autre façon de voir le rôle de l'armée canadienne.

Stoppons les dépenses militaires!

AVEZ-VOUS SIGNÉ LA PÉTITION?

www.stopponslesdepensesmilitaires.com

QUAND LA DROITE RELIGIEUSE S'ATTAQUE AUX OCI

L'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire le 2 mai dernier n'augure rien de très bon pour les organismes de coopération internationale (OCI) qui travaillent auprès des communautés dans les pays en développement. Il est de notoriété publique que l'influence des lobbys religieux évangéliques de droite est considérable auprès du gouvernement de Stephen Harper. L'émission « Enquête » du 10 février 2011 à Radio-Canada a clairement montré l'influence de ces lobbys de même que leur programme visant à refaire une « virginité » morale au Canada. Une morale où les femmes ne pourraient plus par exemple décider elles-mêmes de recourir librement à l'avortement et où les droits des personnes homosexuelles sont menacés. Mais il n'y a pas que les chrétiens évangéliques qui tirent la société

canadienne à droite. Développement et Paix, l'organisation fondée par les évêques catholiques canadiens et qui œuvre en coopération et en solidarité internationale subit, elle aussi, depuis quelque temps des pressions de groupes et d'individus pour positionner cette organisation



L'influence des lobbys religieux évangéliques de droite est considérable auprès du gouvernement de Stephen Harper.

à droite. Un positionnement que plusieurs entrevoient comme un recul important sur la question du rôle des femmes et de leurs droits. Un positionnement qui remet également en question le travail que plusieurs organisations de coopérations internationales font depuis plusieurs décennies avec des groupes de femmes au Sud.

Nous reproduisons ici, de larges extraits d'un article signé par Jean-Claude Leclerc dans le quotidien *Le Devoir* du 11 avril 2011. M. Leclerc expose la situation de manière lucide et simple, ce qui permet de mieux comprendre cette influence grandissante de la droite religieuse sur le travail des OCI au Canada.

DÉVELOPPEMENT ET PAIX EN QUESTION - NOUVELLE ATTAQUE DE L'INTÉGRISME RELIGIEUX

JEAN-CLAUDE LECLERC

11 avril 2011

Un groupe pro-vie compromet les projets de l'organisme Développement et Paix. (...) L'enjeu allégué : l'avortement. Les fonds de plusieurs projets en Amérique latine risquant d'être supprimés, des militants de D&P au Québec ont même demandé aux évêques québécois de faire échec à cette poussée d'une droite religieuse à l'américaine. À l'occasion du « Carême de partage » de D&P pour 2009, LifeSiteNews avait accusé

l'organisme de financer des groupes prônant l'avortement au Mexique et même incité les évêques d'ici à retenir les dons des fidèles (*Le Devoir*, 20 avril 2009). Deux évêques ayant été alors désignés pour faire enquête, l'accusation n'aura pas été retenue; on rappela néanmoins à D&P qu'il lui fallait suivre l'enseignement de l'Église.

Cette année, LifeSiteNews est revenu à la charge, avec plus de succès. Un conférencier invité par D&P, le jésuite Luis Arriaga, directeur d'un centre d'aide à Mexico, a été exclu de la campagne. Dans le diocèse

d'Alexandria-Cornwall, l'annulation a été faite par le directeur général de D&P, Michael Casey; et dans celui d'Ottawa, par l'archevêque Terrence Prendergast, en consultation avec Casey et avec la collaboration du secrétaire de l'épiscopat.

(...) parmi les responsables des projets de D&P en Amérique latine, l'annulation a été vue comme un « affront » sans précédent. À vrai dire, un malaise mine depuis longtemps cette organisation. Des évêques, surtout du secteur anglophone, sont en désaccord avec sa mission. Et certains d'entre

eux ne détesteraient pas en divertir les fonds à d'autres fins. Un lobby pro-vie a beau jeu, dans ce contexte, de décrier les projets appuyés par D&P, notamment dans le domaine de la santé des femmes.

Ainsi, lors d'une visite en Bolivie, où ils ont rencontré plus de 200 membres de 21 centres de femmes — des femmes affectées par la pauvreté et la violence familiale, et souvent seules à élever leurs enfants —, des membres du CS/TR ont été choqués d'apprendre qu'elles ne pourraient plus recevoir d'aide financière de D&P à moins d'obtenir une lettre de recommandation d'un évêque bolivien.

Pourtant, rapportent ces observateurs, nombre de prêtres, de congrégations religieuses et d'institutions qui collaborent avec ces femmes en ont toujours recommandé le travail, jugé « excellent et digne ». « Serait-ce que seule une parole épiscopale est crédible auprès des évêques canadiens? »

Un des membres du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, Claude Lacaille, un « prêtre des Missions Étrangères », constate que « les femmes croyantes sont heurtées de voir que les autorités de l'Église ne respectent pas leur dignité en faisant peser sur elles de telles rumeurs et en ne leur faisant pas confiance ». Cela sème le désarroi aussi dans l'équipe de D&P qui travaille avec ces groupes. De quoi confirmer l'image (...) que les femmes sont discriminées dans l'Église catholique.

Jugeant « insupportable et scandaleux » un mouvement comme LifeSiteNews, Claude Lacaille, un



Claude Lacaille (photo de gauche) et Annie Lafontaine (photo de droite) du CS/TR ont appris en Bolivie que le financement du projet du CS/TR pour le groupe de femmes CEPROSI était en danger si un évêque de La Paz ne donnait pas son aval, ce qui fut finalement arraché après plusieurs semaines de démarches ardues.

ancien des quartiers populaires d'Amérique du Sud, a récemment invité les évêques du Québec à « élever le ton » à la Conférence des évêques du Canada, à y prendre la défense de D&P, et surtout, « la défense des personnes qui ont opté pour les plus petits ».

À en juger par les confidences de quelques membres de l'épiscopat, la tâche ne sera pas facile. (...) Il faudra donc attendre l'assemblée générale des évêques du Canada, l'automne prochain, pour voir, selon

le mot d'un d'entre eux, « si quelque chose peut bouger ».

La situation de D&P et de ses partenaires du tiers-monde est d'autant plus inquiétante qu'une partie des fonds consacrés aux projets viennent de l'Agence canadienne de développement international. Au gouvernement aussi, les mêmes forces intégristes sont à l'œuvre, s'infiltrant dans les lieux de pouvoir et s'employant à couper les vivres aux groupes qu'elles trouvent néfastes. (...).

Pour agir et en savoir plus

Signez la pétition et faites la connaître !

www.petitions24.net/soutenons_developpement_et_paix_support_development_and_peace

**Article intégral de Jean-Claude Leclerc,
« Développement et Paix en question - Nouvelle
attaque de l'intégrisme religieux »**

www.ledevoir.com

Émission « Enquête » du 10 février 2011

« À la droite de Harper »

<http://www.radio-canada.ca/emissions/enquete/2010-2011/Reportage.asp?idDoc=133851>

L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie

Hervé Kempf, *Seuil*, 2011

À lire



Avec **L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie**, Hervé Kempf donne suite à ses deux précédents livres **Comment les riches détruisent la planète** et **Pour sauver la planète, sortez du capitalisme**. Médias, lobbies et dirigeants occidentaux sont-ils en train de s'approprier le monopole de l'opinion publique et du pouvoir citoyen? La violence et l'autoritarisme sont-ils en train de prendre le dessus sur l'écologie et la démocratie? Kempf soutient qu'il y a une urgence d'agir socialement et politiquement. Il faut remettre la démocratie au centre de la vie politique, en commençant par dénoncer l'oligarchie pour séviter le pire, mais surtout pour rétablir un équilibre mondial à la fois politique et écologique. À lire pour vous préparer aux prochaines Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) qui aborderont le thème de la démocratie.



À visiter

Bateau canadien pour Gaza

www.tahrir.ca

Des citoyens de partout au Canada se sont organisés pour briser le blocus illégal sur Gaza. Leur bateau, le Tahrir, sera parmi la Flottille internationale Liberté II pour apporter du matériel humanitaire à Gaza. Dans un deuxième temps, l'équipe espère rapporter des produits de là-bas pour dénoncer les politiques qui rendent les habitants de Gaza dépendants de l'aide internationale plutôt que de leur permettre de commercer. Une section FAQ répond à toutes les questions qui nous viennent à l'esprit quand on pense au projet. Des articles d'actualité sur le bateau Tahrir et la Flottille Liberté II sont régulièrement ajoutés.



À visiter pour en connaître plus sur le projet, pour suivre les activités autour du projet ou soutenir le projet. www.tahrir.ca

Les Artisans du changement

www.tou.tv/les-artisans-du-changement

À voir



Comment faire face aux défis de la planète? La série **Les Artisans du changement** témoigne de la diversité des solutions qu'on peut apporter aux problèmes environnementaux. En dix épisodes, on rencontre des leaders de changement aux quatre coins de la planète, en abordant différents thèmes comme l'éducation, le recyclage ou l'énergie. Les épisodes sont complétés par du contenu additionnel sur le site Internet de la série. Entre autres, des capsules de vulgarisation sur la consommation, un outil de calcul de la durabilité des biens et des études de cas.

La première saison est disponible sur tou.tv

LE NOUVEAU CA DU CS/TR EST ÉLU

L'assemblée générale annuelle du CS/TR, qui s'est tenue le 30 mai dernier, a notamment fourni l'occasion d'élire, parmi les membres, ceux et celles qui siégeront au conseil d'administration (CA) de notre corporation pour l'année en cours.



De gauche à droite : Nicole Philippe, Reine Gasse, Brian Barton, Louise Létourneau, Yves Rocheleau, Sarah Bourdages (représentante des employés), Denis Labelle (directeur général), Jean-Claude Landry, François Landry et Daniel Landry.

Un merci tout spécial à la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de la Mauricie pour leur très pratique salle de réunion.

Le comité Femmes et développement à Maliotenam

Le 31 mai, une délégation d'une dizaine de personnes du comité *Femmes et développement* s'est rendue à Maliotenam, une communauté innue près de Sept-Îles. L'invitation venait de l'organisme Femmes autochtones du Québec dont les liens avec le comité Femmes et développement ont pris naissance l'an dernier lors de la marche Amun contre la discrimination envers les femmes autochtones.

Le comité s'y est rendu à titre d'observatrices de la rencontre annuelle des femmes autochtones. Toutes les communautés autochtones du Québec ont délégué une personne à ce rendez-vous amical. Parmi elles, la dizaine de Trifluviennes étaient là pour connaître la culture autochtone en participant aux activités traditionnelles avec les femmes qui vont les accueillir. Les moments passés là-bas ont été fort enrichissants et ils ont permis de consolider les liens d'amitié entre les deux groupes de femmes.

Le comité jeunesse a un an

Après un an d'existence, le comité jeunesse a organisé sa première Quinzaine du commerce équitable à Trois-Rivières. En plus du grand rassemblement jeunesse du 3 mai à l'Église Ste-Cécile (voir page 11), le comité a participé à la soirée avec le groupe Partie Intime et il a offert une prestation de théâtre spontané à saveur équitable. Pour clore les activités, le comité a projeté des courts-métrages sur le commerce équitable au Bucafin. Plus de 200 personnes ont participé aux activités du comité jeunesse.

Le comité continue ses activités afin de faire de Trois-Rivières une ville équitable. Pour leur donner votre appui ou pour en savoir plus sur leurs activités, visitez leur page Facebook : **Trois-Rivières, ville équitable.**



Publicité

Devenez membre de la Société Saint-Jean-Baptiste (SSJB) de la Mauricie afin de promouvoir la langue française et la souveraineté du Québec et aussi pour protéger et valoriser le patrimoine national.

www.ssjbmauricie.qc.ca

Sm Société
Saint-Jean-Baptiste
de la MAURICIE

PROCUREZ-VOUS L'ALBUM PÉDAGOGIQUE SUR LES DROITS DES ENFANTS

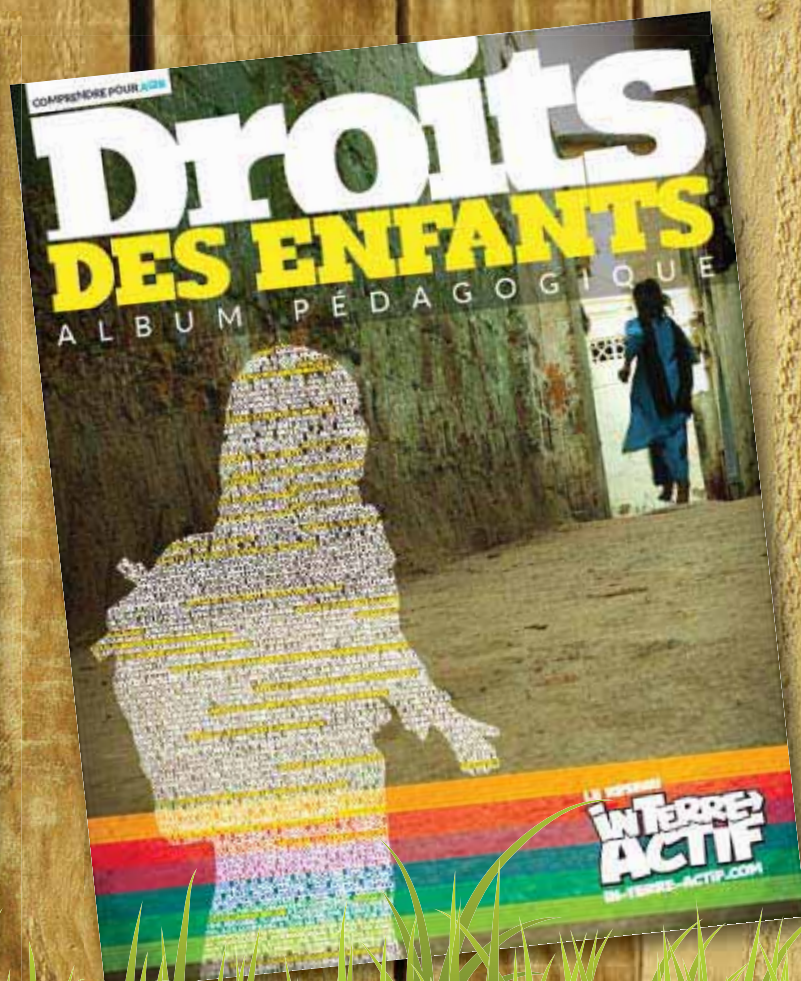
Le plus récent outil pédagogique
du Réseau In-Terre-Actif.

L'Album est disponible en téléchargement gratuit sur le site du Réseau In-Terre-Actif, mais il est également possible de le commander en version papier originale moyennant des frais minimes.

L'album se complète sur le WEB avec une histoire dont vous êtes le héros. Les choix qui s'offriront en chemin auront des conséquences qui permettront une réflexion sur les droits de l'homme.

Tous les détails sur le site
du réseau In-Terre-Actif
www.in-terre-actif.com

LE RÉSEAU
**IN-TERRE-
ACTIF**
IN-TERRE-ACTIF.COM



VISITEZ LE SITE WEB DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Un outil important pour celles et
ceux qui s'intéressent à l'actualité
internationale, aux campagnes en
cours et aux actions citoyennes.

WWW.CS3R.ORG

Numéro de convention : 40040882
Port payé
Poste-payé
Publications
Publications Mail
POSTES CANADA
CANADA POST